

Service de la Coordination  
et de l'Action Economique

VESOUL le



3ème Section  
Environnement  
EJ/AC  
Poste 213

Arrêté S3/I/80 n° **2343** du **-7 JUL. 1980**  
mettant en demeure les Etablissements René BLUM à Héricourt  
de se conformer à la loi du 19 Juillet 1976

Le Préfet de la Haute-Saône,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 6 et 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment ses articles 17 et 20 ;
- VU la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 814 du 18 Mars 1976 portant autorisation d'exploitation d'un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux par les Etablissements René BLUM à Héricourt, et notamment ses articles 2, 3, 4, 26, 27, 28, 35, 38, 42 et 27 de l'arrêté préfectoral type n° 206 visé à l'article 3 ;
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, Régions de Bourgogne Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées ;
- SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Saône :

..../...

- A R R E T E -

ARTICLE 1er. - Les Etablissements René BLUM à HERICOURT sont mis en demeure

- de réaliser les travaux suivants sous un délai de 3 mois
- achèvement du doublage de la clôture par une haie d'arbustes à feuillage persistant d'une hauteur minimale de 1 mètre sur la partie encore visible du chantier.
- mise en place des aménagements spéciaux prévus aux articles 26 et 27 susvisés.
- construction d'un séparateur à hydrocarbures déshuileur en aval de l'aire de lavage.
- modification du stockage de liquide inflammable de la 2ème catégorie et d'huile de façon à respecter les dispositions de l'article 4 susvisé.
- dotation d'un extincteur à chacun des postes de découpage au chalumeau.
- de déclarer sous un délai de 15 jours la mise en place d'une installation "casse-fonte" conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 Septembre susvisé.
- de ne plus brûler à l'air libre conformément aux dispositions de l'article 35 susvisé.

ARTICLE 2. - Si au terme des délais fixés à l'article 1er, les Etablissements René BLUM n'ont pas déférés à la présente mise en demeure, indépendamment des mesures prévues par l'article 23 de la loi du 19 Juillet 1976, procès-verbal sera dressé conformément aux dispositions de l'article 43 3ème du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pour infractions aux règles d'aménagement et d'exploitation annexées par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 3. - Le présent arrêté sera notifié aux Etablissements René BLUM, et sera affiché pendant un mois à la Mairie par les soins de Monsieur le Maire d'HERICOURT.

ARTICLE 4. - Monsieur le Secrétaire Général de la Haute-Saône, Monsieur le Sous-Préfet de LURE, Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, Régions de Bourgogne et Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées, Monsieur le Maire d'HERICOURT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera faite à :

- Monsieur le Maire d'HERICOURT (deux exemplaires)
- Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, Régions de Bourgogne et Franche-Comté (trois exemplaires).

POUR AMPLIATION  
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION  
L'ATTACHE, CHEF DE LA SECTION

F. VACHEZ



FAIT A VESOUL LE, **-7 JUIL. 1980**  
LE PREFET,  
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION  
LE SECRETAIRE GENERAL  
Bernard BOUCAULT